

Jean-Yves Le Déaut a été élu député socialiste de la sixième circonscription de Meurthe-et-Moselle de 1986 à 2017 et Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques de 1989 à 1992, de 1997 à 1998, de 2001 à 2002 et de 2014 à 2017.

Il a été vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et Premier vice-président de la région Lorraine de 2004 à 2013, chargé de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et du développement économique. Il est membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui l'a élu en 2014, Rapporteur général pour la science et la technologie.

Docteur ès sciences de l'université Louis-Pasteur à Strasbourg (1976), Jean-Yves Le Déaut est attaché de faculté puis assistant en sciences fondamentales (1968-1971 et 1973-1976) à la faculté de médecine de Strasbourg. Professeur des universités à Tananarive (Madagascar), en coopération, il occupe, à son retour en France, un poste de professeur de biochimie (1983-1998) à la faculté des sciences de Nancy.

Il sera directeur du laboratoire de Biosciences de l'aliment (1983-1998) et de l'UER de sciences biologiques de l'université Nancy 1 (1984-1986).

Parlementaire en mission, chargé par le Premier ministre de la traduction législative des conclusions des « Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche », il lui a remis en janvier 2013 son rapport « Refonder l'université Dynamiser la recherche - mieux coopérer pour réussir », qui a largement été repris dans la loi sur l'enseignement supérieur. Il a notamment plaidé pour la création de communautés d'universités et d'établissement, regrettant l'éclatement du système universitaire français composé de 86 universités publiques ou privées mais aussi de 1509 diverses écoles du supérieur.

Dans le cadre de l'OPECST, il a réalisé plus d'une vingtaine d'études, concernant la bioéthique, les biotechnologies, mais aussi les énergies renouvelables, la société de l'information et la gouvernance de l'Internet, ou encore des questions au cœur des controverses entre la science et la société comme celles traitant des déchets nucléaires, de l'amiante, des OGM, des pesticides...

En janvier 2012, il publie un rapport sur l'innovation à l'épreuve des peurs et des risques. Il a assuré pendant plusieurs années un enseignement à Sciences Po Paris sur les grands enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle.

En juillet 2014, il présente avec son collègue sénateur Marcel Deneux, un rapport sur les freins réglementaires à l'innovation en matière d'économies d'énergies dans le bâtiment. En novembre de la même année, partisan d'un principe d'innovation qui ne s'oppose pas au principe constitutionnel de précaution mais qui le complète, il organise, avec son collègue Bruno Sido, sénateur, une audition publique sur le principe d'innovation, avec le concours du Forum des politiques d'innovation, dont les échanges ont permis à l'OPECST de formuler des conclusions proposant de modifier le code de la recherche et le code des marchés publics, afin de stimuler l'innovation et les activités innovantes. Il préside depuis 2014 en région Lorraine, puis en région Gand Est le Commissariat à l'innovation pour l'investissement et la mobilisation économique.

En mars 2017, il est le co-auteur (avec la sénatrice Catherine Procaccia) d'un premier rapport en Europe sur l'édition du génome. En avril 2017, son rapport sur l'intelligence artificielle, les convergences technologiques et les droits de l'homme est adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Depuis 1995, il s'est occupé au sein du parti socialiste, des questions de recherche et d'innovation. Il a été 6 ans secrétaire national. Il a été en charge des questions de recherche dans l'équipe de François Hollande, candidat aux présidentielles 2012.